



## **RAPPORT D'ACTIVITÉS DES CONSEILLERS NATIONAUX juillet 2017-juin 2018**

### **Adèle Thorens Goumaz**

#### **Activités en commission**

Cette année a constitué une phase de transition entre la Stratégie énergétique 2050 - qui nous a occupés longuement ces dernières années, jusqu'au référendum gagné en mars 2017 - et le nouveau gros dossier qu'est la révision de la Loi sur le CO<sub>2</sub>, que nous venons d'entamer.

#### Révision de la Loi sur les réseaux électriques

Durant cette phase de transition, nous avons terminé la révision de la Loi sur la transformation et l'extension des réseaux électriques, qui a subi quelques rebondissements. Nous étions en particulier parvenus à y insérer une disposition favorisant le courant issu d'énergies renouvelables et locales auprès des clients captifs. Cette disposition était un peu un corps étranger dans la loi et en a finalement été biffée. Nous nous sommes aussi engagés fortement pour des dispositions encourageant l'enfouissement des lignes électriques.

#### Marché de l'électricité

Nous avons aussi débattu longuement de l'évolution du marché de l'électricité et de la nécessité (ou pas) de soutenir les entreprises hydroélectriques. Nous sommes parvenus, dans ce contexte, à faire passer en commission une proposition permettant de financer la création de réserves stratégiques (rémunération du stockage d'eau dans les barrages en prévision de périodes où elle est le plus nécessaire, dans un contexte de production intermittente d'électricité renouvelable).

#### Aménagement du territoire

Nous nous sommes aussi battus avec succès contre des propositions visant à affaiblir la loi sur l'aménagement du territoire en vue de permettre la réaffectation de moyens et de raccords, qui auraient fini en résidences secondaires supplémentaires.

#### Biodiversité

Le plan d'action biodiversité a finalement été publié et discuté en commission, neuf ans après que ma proposition de réaliser une stratégie biodiversité ait été acceptée en plénum. Il s'agit d'un ensemble de mesures extrêmement minimalistes et décevantes, qui ne sont pas du tout à la hauteur des enjeux qui nous sont soumis. Cependant, nous avons suivi l'élaboration de ce plan d'action en coulisses et devons concéder que l'administration a agi avec pragmatisme. En effet, avec le parlement actuel, il aurait été illusoire, voire dangereux, de proposer des modifications légales. Le plan d'action exploite donc la marge de manœuvre laissée par les bases légales actuelles. Nous espérons pouvoir le renforcer lors de la prochaine législature, si le parlement devient plus progressiste.

#### Climat

Nous avons enfin amorcé la révision de la Loi sur le CO<sub>2</sub>, qui vise à appliquer l'accord de Paris. Elle est liée à un autre dossier important, le couplage des systèmes d'échanges de quotas d'émissions, qui a exigé un examen très attentif et une analyse nuancée de notre part. En ef-



fet, il comporte des points positifs (collaboration avec l'UE dans la lutte pour le climat, prise en compte des émissions de l'aviation), mais aussi négatifs (le prix du CO2 est en ce moment encore plus bas sur le marché européen que sur le marché suisse et une taxe CO2 sur les billets d'avions serait probablement plus efficace que le système proposé, qui n'est par ailleurs que transitoire). La révision de la Loi sur le CO2 est aussi un défi : la proposition du Conseil fédéral, pourtant décrite par la droite comme trop ambitieuse, est très insuffisante à nos yeux. Elle constitue un ralentissement de la réduction des émissions de CO2 par rapport au rythme actuel. Par ailleurs, les émissions liées au système financier ne sont pas prises en compte, alors qu'elles représentent plusieurs fois la totalité des émissions liées à nos activités. Il sera très difficile d'obtenir des résultats convaincants avec la majorité actuelle, mais nous engagerons toutes nos forces pour exploiter la faible marge de manœuvre dont nous disposons.

## **Votations fédérales**

### Sécurité alimentaire et Fair Food

Je me suis particulièrement engagée aux côtés des paysans dans le cadre du vote sur le contre-projet à leur initiative pour la sécurité alimentaire en septembre 2017. Ce contre-projet contient, grâce aux Verts, un passage sur les échanges commerciaux internationaux, qui devraient contribuer à un développement durable de l'agriculture et du secteur agro-alimentaire. Le Conseil fédéral a cependant affirmé qu'il ne comptait pas modifier les bases légales actuelles, ni sa stratégie de libre-échange (son projet de politique agricole pour après 2022 en témoigne), pour appliquer cette nouvelle exigence. C'est pourquoi notre initiative Fair Food reste nécessaire. Je fais partie du comité de pilotage fédéral de la campagne, la votation étant fixée en septembre 2018.

### No Billag

J'ai en outre été très active dans la campagne contre l'initiative No Billag, votée en mars 2017, en participant au comité de campagne fédéral et à la campagne sur le terrain, ce qui m'a permis de tisser des liens précieux avec les milieux culturels et de renforcer ceux que j'avais déjà avec les milieux de l'audiovisuel.

## **Engagements personnels divers**

Après six années passées à la direction puis à la co-présidence du parti, puis une phase de campagnes intense (économie verte, initiative sur le nucléaire et stratégie énergétique), j'ai enfin disposé de plus de temps pour le travail parlementaire lui-même, effectué souvent en coordination et en réseau avec des organisations proches de nos idées. Je suis aussi intervenue beaucoup plus souvent qu'avant sur le terrain (rencontre de groupes d'intérêts divers, participation à des événements de relations publiques nationaux ou locaux, débats et conférences, interventions dans des écoles).

Au parlement, je me suis engagée dans les domaines suivants :

- Interventions dans les domaines de l'agriculture durable et de l'alimentation : critique de l'élévation des concentrations de pesticides et d'antibiotiques dans les eaux, exigence de conditions-cadres plus favorables à la permaculture, à l'agroécologie et aux nouveaux modèles de gestion agricole (notamment coopératives et agriculture urbaine), lutte contre la maltraitance dans l'élevage des cochons (en coordination avec le parti cantonal), demande d'un plan de sortie du glyphosate (acceptée par le Conseil fédéral mais contestée au parlement, d'où un vote décisif à venir en juin ou en septembre prochain), soutien à un label « fait maison » dans la boulangerie (après l'avoir demandé, avec succès, pour la restauration).



- Interventions dans le domaine de la biodiversité : demande de mesures pour la préservation de la qualité des sols (en coordination avec sanu durabilitas), critique du retard pris par le plan d'action biodiversité (en coordination avec le groupe biodiversité et l'Alliance environnement), demande de reconnaissance de la notion d'écocide (en coordination avec des chercheurs de l'UNIL).
- Interventions dans le domaine de l'économie verte : critique de l'inaction de la Suisse en matière d'obsolescence programmée, demande d'un plan d'action pour réduire les déchets plastiques (en coordination avec les Verts européens).
- Interventions dans le domaine de la politique des médias : opportunités de soutiens directs aux médias dans le cadre de la transition numérique, intervention dans le cadre de la campagne contre No Billag.
- Interventions dans le domaine de la sécurité nucléaire et de l'énergie : critiques de l'affaiblissement des exigences de sécurité favorisant Beznau (en coordination avec Greenpeace), conditions-cadre pour favoriser une tarification progressive de l'énergie (en coordination avec des chercheurs de l'UNIL).
- Interventions dans le domaine de la santé publique : exclusion des contaminants dans les laits en poudre pour bébés (en coordination avec la FRC), mesures contre la pollution intérieure.
- Interventions dans le domaine du climat : soutien aux forces progressistes dans la recherche et les Etats et les villes aux Etats américains après le rejet de l'accord de Paris par Trump, exigences de désinvestissement pour la BNS (en coordination avec l'Alliance climat et les Artisans de la transition), test de durabilité pour les réglementations des marchés financiers (en coordination avec le WWF).

### **Interventions parlementaires déposées** (illustrant les points ci-dessus)

#### Heure des questions :

17.5352 Obsolescence programmée. Le Parlement européen avance. Et la Suisse ?

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20175352>

17.5593 Pourquoi relever les concentrations d'antibiotiques tolérées dans les eaux ?

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20175593>

17.5594 Pourquoi relever les concentrations de pesticides tolérées dans les eaux ?

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20175594>

17.5610 Le texte de l'initiative "No Billag" laisse-t-il vraiment la marge de manœuvre nécessaire pour élaborer un plan B de sauvetage de la SSR ?

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20175610>

18.5018 Affaiblissement des exigences de sécurité nucléaire. Vers d'autres "Lex Beznau" ?

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20185018>

18.5171 Autorisation de remise en fonction de Beznau I. Méthode de test la plus favorable

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20185171>

18.5172 Autorisation de remise en fonction de Beznau I. Tenir compte de l'usure de la cuve

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20185172>

18.5205 Quelles mesures contre les contaminants découverts dans des laits en poudre pour bébés ?

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20185205>



### Interpellations :

17.3421 Climate first. Soutenir les forces progressistes dans les villes et dans la recherche scientifique américaines

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20173421>

17.3422 Comment exploiter le potentiel de la permaculture et de l'agroécologie en Suisse ?

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20173422>

17.3452 Comment soutenir les médias dans leur transition vers le numérique ?

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20173452>

17.3468 Retard du plan d'action Biodiversité. Quelles causes et quelles conséquences ?

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20173468>

17.3649 A quand un label "Fait maison" et plus de transparence dans la boulangerie ?

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20173649>

17.3670 Maltraitements intolérables dans l'élevage des cochons. Comment améliorer la situation ?

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20173670>

17.3932 Lever les freins réglementaires qui pourraient affecter le développement de micro-fermes ou de nouveaux modèles agricoles, notamment en lien avec la permaculture

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20173932>

17.3946 Un test de durabilité pour les futures réglementations des marchés financiers ?

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20173946>

17.3947 Ecocides ou atteintes majeures à l'environnement. Mettre fin à l'impunité

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20173947>

17.4047 Quand le Conseil fédéral prendra-t-il des mesures en faveur de la qualité des sols ?

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20174047>

17.4309 Tarification progressive ou dynamique de l'énergie. Situation juridique

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20174309>

### Postulats :

17.4059 Utilisation du glyphosate. Etudier l'opportunité et les modalités d'un plan de sortie progressive

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20174059>

18.3060 Etat des lieux et mesures potentielles pour réduire la pollution intérieure

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20183060>

18.3196 Comment assurer à l'avenir une gestion écologique, efficiente et économiquement viable des matières plastiques ?

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20183196>

### Initiatives parlementaires :

17.455 Donner un cadre de durabilité, sur la base de notre Constitution, aux activités de la BNS

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20170455>



## **Daniel Brélaz**

Depuis la dernière assemblée générale des Verts lausannois, mes activités ont été les suivantes :

### **A) Activités lors de votations fédérales (en général très actif)**

Campagne pour la stratégie énergétique (par articles dans le Temps, 24 Heures, messages boostés et suivis sur Facebook, conférences). Votation du 21 mai

Votation du 24 septembre. Actif dans la votation sur l'article constitutionnel alimentaire (contreprojet à l'initiative des paysans). Très actif sur le paquet AVS (articles de journaux, messages boostés et suivis sur Facebook et Youtube)

Votation du 4 mars. Très actif contre l'initiative No Billag (article dans les journaux, conférences, débats et messages boostés sur Facebook avec suivi) ; actif sur le renouvellement du régime financier de la Confédération (articles dans les journaux)

### **B) Activités auprès des Verts suisses**

Fréquentation de toutes les assemblées suisses des délégués.

Contacts et aides stratégiques auprès des Verts fribourgeois et valaisans. Participation à une assemblée des Verts genevois

### **C) Activités au Conseil national**

Membre de la commission des Finances et rapporteur de langue française pour le budget 2018 caractérisé par huitante votes explicites dont près de la moitié avec une majorité d'une voix en commission et près de vingt heures de débats. Dans ces conditions l'apport du rapporteur, qui parle en dernier, est parfois décisif lors de votes très serrés.

Interventions diverses au nom du groupe sur des initiatives populaires, des lois ou des amendements ainsi que des questions à l'orateur (environ une vingtaine)

Six interventions personnelles consistant en une question (heure des questions) sur de nouveaux allègements dans les ordonnances sur les exportations d'armes permettant d'alimenter les guerres et cinq interpellations.

1) Celle sur l'ordonnance sur la stratégie énergétique qui implique une libéralisation larvée avec plus d'un milliard de kwh passés au marché libéralisé par le regroupement d'installations solaires permettant aussi des achats d'énergie sale à titre complémentaire (franchissement de la limite des 100'000 kWh)

2) Celle sur la maximisation du bénéfice des assureurs-maladie par exclusion. Depuis peu de temps, les assureurs excluent de plus en plus durement principalement les jeunes des assurances complémentaires (hors LAMAL) pour motif de poids (trop ou pas assez), de suivi psychologique notamment. De nouveaux abus se profilent à l'horizon pour ne garder que les bons cas au sens de l'espérance mathématique.

3) CFF. Droit exceptionnel de polluer. Il s'agit des tolérances plus grandes pour les CFF d'utiliser le glyphosate que pour les autres usagers.

4) Stratégie énergétique et accords de Paris. Diverses questions ont été posées sur les moyens d'accélérer la transition pour mieux préserver le climat.

5) Vente par Internet d'animaux vivants et protection des animaux. Il s'agit de certains abus enregistrés dans ce domaine et de suggestion de durcissement des ordonnances.



Pour l'interpellation 5) la réponse a été assez satisfaisante, pour les interpellations 1) et 4) les réponses ont été partiellement satisfaisantes alors qu'elles ont été totalement insatisfaisantes pour les interpellations 2) et 3).